

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 2^e TRIMESTRE 2014

Stagnation de l'activité et rebond de l'emploi

Au 2^e trimestre 2014, l'activité économique a stagné pour le deuxième trimestre consécutif. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand a légèrement rebondi (+8 300 postes après -20 100 postes au 1^{er} trimestre 2014). L'emploi salarié s'est redressé dans le secteur tertiaire marchand (+25 200 postes après -6 400), entraîné par le rebond de l'emploi intérimaire (+14 000 après -15 300), mais a poursuivi son repli dans l'industrie (-8 100 postes après -7 000) et dans la construction (-8 800 après -6 700). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a progressé de 13 400 après une hausse de 20 100 au trimestre précédent. Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie a progressé au 2^e trimestre 2014 : +29 000 après une hausse de 1 100 postes au 1^{er} trimestre 2014.

Le taux de chômage au sens du BIT s'est stabilisé à 9,7 % de la population active au 2^e trimestre 2014 en France métropolitaine. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est en revanche poursuivie à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent (+49 000 après +42 000 au 1^{er} trimestre pour la catégorie A, +94 000 après +43 000 pour les catégories A, B et C).

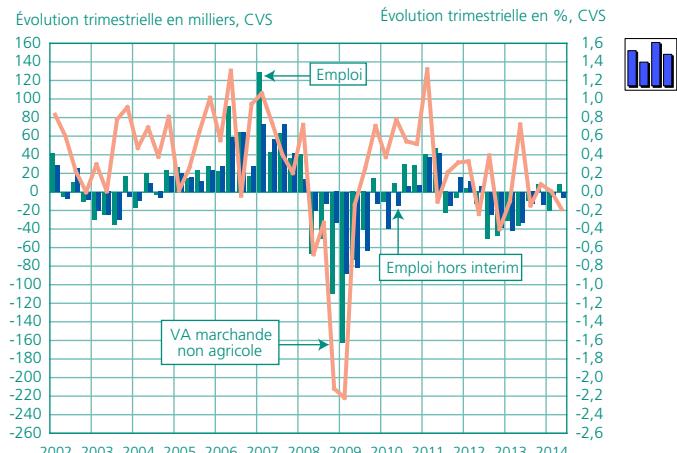
Dans la zone euro, l'activité est également atone ce trimestre (+0,0 % après +0,2 %). Le taux de chômage est toutefois en légère baisse (-0,1 point) à 11,6 % de la population active.

Stabilité de l'activité en France au 2^e trimestre 2014

Au 2^e trimestre 2014, l'activité économique en France a stagné (+0,0 %) comme au trimestre précédent.

La production de biens et services est en légère baisse (-0,1 %) après +0,2 % au trimestre précédent. La production manufacturière se contracte (-1,0 % après s'être redressée au trimestre précédent de 0,8 %). En partie liée au nombre plus élevé qu'en moyenne de jours de « ponts » potentiels au

Graphique 1 • Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Champ : France métropolitaine (emploi), France entière (valeur ajoutée).

Sources : Dares, Insee.

2^e trimestre, cette baisse s'observe dans quasiment chacune des grandes branches, notamment celle de la cokéfaction et raffinage qui avait fortement rebondi au trimestre précédent (-6,7 % après +8,1 %), et celle des biens d'équipement qui poursuit sa baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-1,3 % après -1,4 %). La production des branches des matériels de transport et des autres branches industrielles diminue également (respectivement -1,0 % après +0,5 % et -0,6 % après +0,8 %). En revanche, l'industrie agroalimentaire renoue avec la croissance (+0,2 % après -0,1 %), de même que la production en « énergie, eau, déchets » après trois trimestres de baisse (+2,1 % après -5,6 % en cumul).

De son côté, la production de services est en légère hausse (+0,1 % après +0,2 %). La production dans l'ensemble des branches de services est stable ou en hausse ce trimestre à l'exception des transports (-0,1 % après +0,8 %) et de l'information et la communication (-0,1 % après +0,6 %).

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Données CVS, en fin de trimestre	2014		2013				2014				2013		2014	
	T2		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2	T2	T2
	Niveau, en milliers		Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %			
Secteurs marchands	15 875	-31	-37	-9	8	-20	8				-1,0	-0,1		
Dont : industrie	3 156	-13	-20	-14	-11	-7	-8				-1,5	-1,2		
construction	1 378	-11	-4	-5	-6	-7	-9				-2,0	-1,9		
tertiaire	11 342	-7	-13	10	25	-6	25				-0,8	0,5		
don intérim	542	11	-4	4	22	-15	14				-5,1	4,8		
Autres (1)	10 562	12	20	19	67	21	21				0,4	1,2		
Dont : non-marchand aidé (2)	309	8	12	12	39	20	13				-2,1	37,2		
non-marchand privé (3)	1 979	-1	5	1	19	-3	3				0,6	1,0		
Emploi total	26 437	-19	-16	10	75	1	29				-0,5	0,4		
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	17 854	-32	-31	-8	27	-23	11				-0,8	0,0		

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

(2) Contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) et emploi d'avenir (EA).

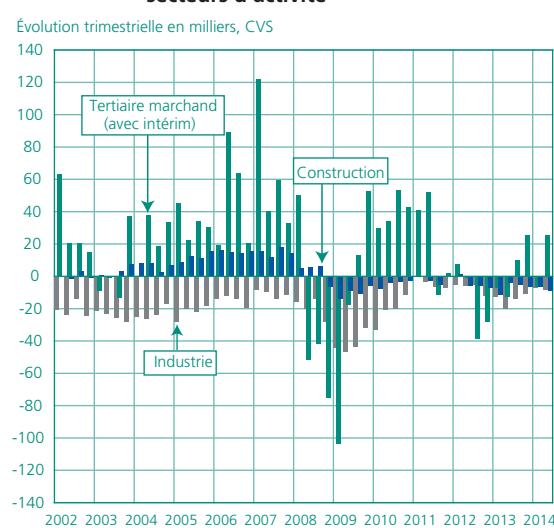
(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

Champ : France métropolitaine.



Sources :
Dares, Insee.

Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

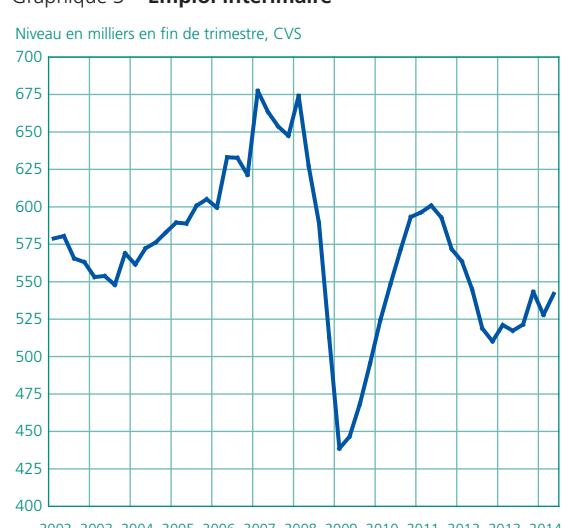
Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Insee.

Dans la construction, la production a de nouveau reculé au 2^e trimestre 2014 (-1,5 % après -1,6 %).

Au 2^e trimestre 2014, la demande intérieure hors stocks a contribué positivement à l'évolution du PIB, à hauteur de 0,2 point, après une contribution de -0,4 point au trimestre précédent. Les dépenses de consommation des ménages se sont redressées (+0,5 % après -0,5 %), entraînées par le rebond des dépenses en énergie (+3,5 % après -3,9 %) et en produits alimentaires (+0,9 % après -0,9 %). La consommation de services progresse modérément (+0,2 % après +0,1 %). Les dépenses d'investissement se sont à nouveau contractées (-1,1 % après -1,0 %), tant pour les ménages (achats de logements, -2,4 % après -2,9 %) que pour les entreprises (-0,8 % après -0,7 %) et les administrations publiques (-0,5 % après 0,0 %). Par ailleurs, les exportations ont à nouveau ralenti ce trimestre (0,0 % après +0,5 % et +1,4 %), ainsi que, plus modérément, les importations (+0,4 % après +0,6 %). Le commerce extérieur a ainsi pesé négativement sur

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences intérimaires.



Tableau 2 • Evolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2013				2014				2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2
	Évolution sur un trimestre, en %								Évolution sur un an, en %	
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE) (1)	0,7	0,4	0,2	0,2	0,7	0,3			1,9	1,4
Salaire mensuel de base (SMB) (1)	0,7	0,4	0,2	0,2	0,6	0,4			1,8	1,4
Salaire moyen par tête (SMPT) (2).....	0,2	0,4	0,1	0,6	0,6	0,3			1,2	1,6
Prix à la consommation (3)	0,5	0,1	-0,1	0,2	0,4	-0,1			0,8	0,3
Prix à la consommation du 1 ^{er} quintile du niveau de vie (4)	0,4	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,0			0,7	0,3

(1) Données brutes, fin de trimestre, établissements des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

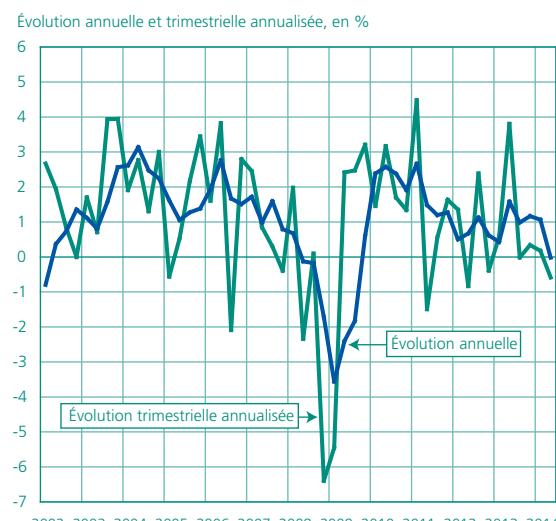
(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

(4) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages appartenant au 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB), France entière (SMPT, prix).

Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).

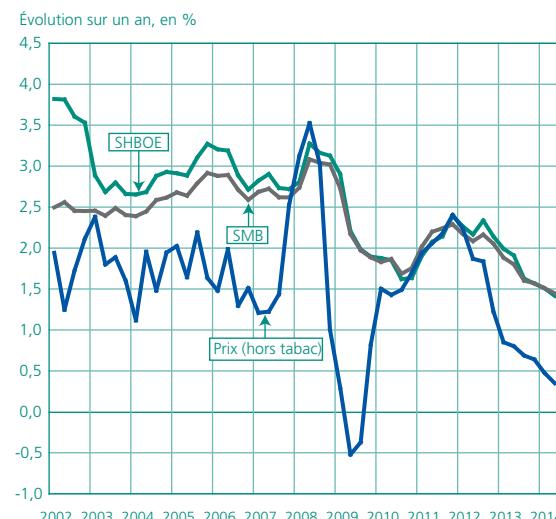
l'activité, à hauteur de -0,1 point après 0,0 point au trimestre précédent. L'évolution des stocks des entreprises a également contribué négativement à l'évolution du PIB ce trimestre, à hauteur de -0,1 point, après une forte contribution positive de 0,5 point au trimestre précédent.

Progression de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles

Au 2^e trimestre 2014, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2], l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) a augmenté de 8 300 postes (+0,1 %), après une diminution de 20 100 postes au 1^{er} trimestre 2014 (graphique 1, tableau 1). Sur un an, l'emploi SMNA s'est contracté de 12 600 postes (-0,1 %).

Le rebond de l'emploi salarié marchand a été porté par le secteur tertiaire principalement marchand, avec une hausse de 25 200 postes après une baisse de 6 400 au trimestre précédent. Cette progression est liée à la hausse de l'emploi intérimaire

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB), France entière (prix).

(+14 000 au 2^e trimestre 2014 après -15 300 au 1^{er} trimestre 2014), tandis que l'emploi hors intérim a très légèrement accéléré (+11 200 postes après +8 900 postes au trimestre précédent). Hors intérim, l'emploi dans le secteur tertiaire principalement marchand a ainsi progressé pour le quatrième trimestre consécutif. Dans le même temps, l'emploi a poursuivi son recul dans les secteurs de l'industrie (-8 100) et de la construction (-8 800).

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans les secteurs non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a augmenté au 2^e trimestre 2014 : +13 400 bénéficiaires, après +20 100 au trimestre précédent. Dans le même temps, l'emploi de droit privé dans les secteurs non marchands a augmenté de 3 000 postes au 2^e trimestre 2014, après -3 200 au 1^{er} trimestre 2014.

On estime ainsi que l'emploi total a augmenté de 29 000 postes au 2^e trimestre 2014, après une hausse de 1 100 postes au 1^{er} trimestre. Sur un an, entre juin 2013 et juin 2014, l'emploi total a augmenté de 115 600 postes (+0,4 %) grâce

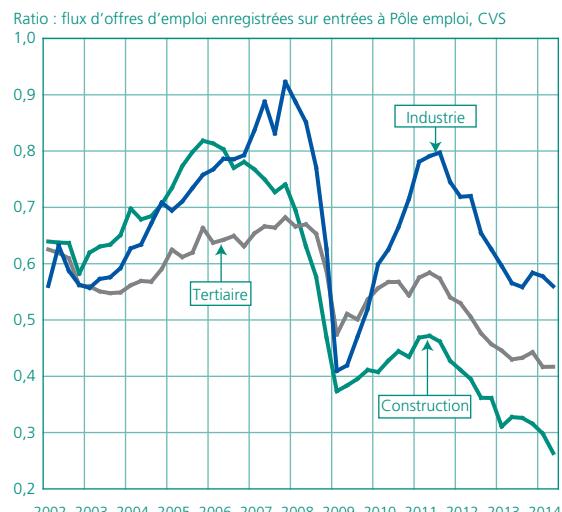
Sources : Dares, Insee.



Sources : Dares, Insee.



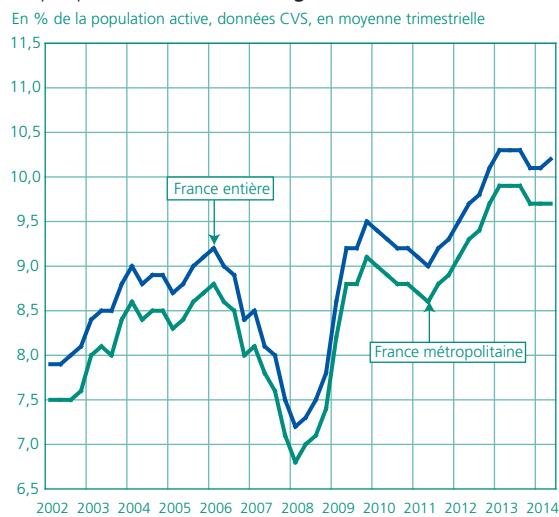
Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT en France

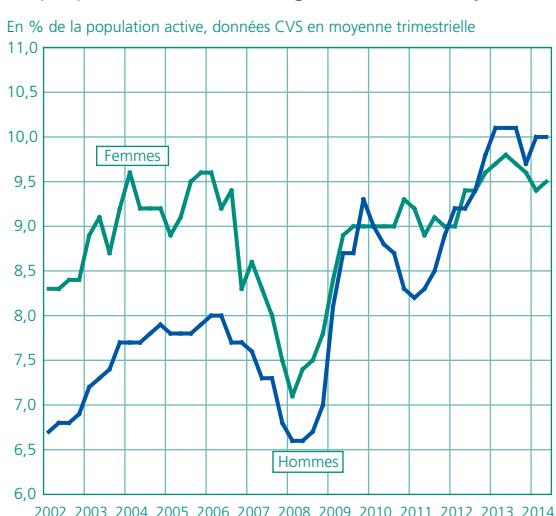


Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/- 0,3 point à partir du 3^e trimestre 2010.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe



Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

à la progression observée au 4^e trimestre 2013 (+74900 postes, dont 38500 emplois aidés non marchands) après une baisse de 127800 (-0,5 %) entre juin 2012 et juin 2013.



Progression des salaires de base exprimés en termes réels au 2^e trimestre 2014

Au 2^e trimestre 2014, la productivité par tête dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles a diminué de 0,2 %, l'absence de croissance de l'activité (0,0 %) s'étant accompagnée d'une augmentation de l'emploi salarié (1). En glissement annuel, la productivité par tête est stable au 2^e trimestre 2014 (0,0 %), en fort ralentissement après +1,6 % un an auparavant.



(1) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, son évolution est comparée à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) a augmenté de 0,3 % et le salaire mensuel de base (SMB) de 0,4 % en données brutes au 2^e trimestre 2014, après une hausse respectivement de 0,7 % et 0,6 % au trimestre précédent [4]. Entre juin 2013 et juin 2014, les hausses du SHBOE et du SMB se sont établies toutes deux à 1,4 % (tableau 2 et graphique 5), après respectivement +1,9 % et +1,8 % entre juin 2012 et juin 2013.

En parallèle, les prix à la consommation hors tabac (données brutes) ont reculé de 0,1 % au 2^e trimestre 2014, après +0,4 % le trimestre précédent. Une fois prise en compte l'évolution des prix, le SHBOE et le SMB en euros constants (2) ont progressé respectivement de 0,3 % et 0,4 %, après respectivement +0,4 % et +0,3 % au 1^{er} trimestre 2014. En rythme annuel, la progression du SHBOE et du SMB exprimée en termes réels est de 1,1 % de juin 2013 à juin 2014, après respectivement +1,1 % et +1,0 % un an auparavant. Sur un an, le ralentissement des salaires de base a été accompagné par un ralentissement de l'inflation, de sorte que la progression des salaires réels n'a pas été affectée. La hausse des prix hors tabac s'est en effet établie à 0,3 % de juin 2013 à juin 2014 après +0,8 % un an auparavant.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté de 0,3 % au 2^e trimestre 2014 après une augmentation plus forte au trimestre précédent (+0,6 %). Entre le 2^e trimestre 2013 et le 2^e trimestre 2014, le SMPT a progressé de 1,6 % après +1,2 % un an auparavant. En termes réels (3), la hausse s'est ainsi établie à 1,1 % en glissement annuel au 2^e trimestre 2014, après +0,5 % un an auparavant.

Au 2^e trimestre 2014, les indicateurs de tension (4) dans la construction et l'industrie ont reculé pour le second trimestre consécutif; ils sont restés stables dans le tertiaire (graphique 6, [5]).

(2) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCht).

(3) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'IPCht. Entre le 2^e trimestre 2013 et le 2^e trimestre 2014, l'IPCht en moyenne trimestrielle a augmenté de 0,5 %, et de 0,7 % entre le 2^e trimestre 2012 et le 2^e trimestre 2013.

(4) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux entrées à Pôle emploi sur la même période.



Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

Entrées, données brutes en fin de trimestre	2013				2014				2013	2014	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2	
	Entrées trimestrielles, en milliers								Évolution sur un an, en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....	132	105	207	276	137	101			-0,2	-4,0	
Dont : abaissement de coûts salariaux.....	15	17	19	22	23	16			10,9	-7,6	
contrat unique d'insertion marchand (CUI-CIE)	12	13	12	14	15	9					
emploi d'avenir marchand.....	0	2	5	6	6	5					
exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU).....	3	2	2	3	2	2					
formations en alternance	56	33	139	201	53	30			3,0	-9,2	
contrat d'apprentissage (2).....	30	12	96	132	27	10					
contrat de professionnalisation	26	22	44	69	26	21					
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	54	47	41	45	53	48			-5,9	0,8	
Emplois aidés dans le secteur non marchand	103	94	119	110	87	79			2,3	-16,1	
Dont : contrat unique d'insertion											
non marchand (CUI-CAE).....	94	80	100	94	73	66					
emploi d'avenir non marchand.....	8	14	20	16	14	12					
Formation des demandeurs d'emplois	200	153	224	206	226	168			10,5	10,3	
Ensemble (3)	435	352	550	592	449	348			4,9	-1,0	
Effectifs de bénéficiaires, données CVS* en fin de trimestre	2014	2013				2014				2013	2014
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	922	-14	-4	-6	-7	4	-13			-4,7	-2,4
Dont : abaissement de coûts salariaux	102	-3	3	3	6	6	-2			-16,6	15,0
contrat unique d'insertion marchand (CUI-CIE).....	31	-1	3	1	3	3	-4				
emploi d'avenir marchand.....	19	0	2	4	5	4	3				
exonérations zonées (ZRR, ZRU, ZFU)	52	-2	-2	-2	-2	-2	-2				
formations en alternance	548	-8	-3	-5	-13	-2	-11			-2,4	-5,5
contrat d'apprentissage (2).....	378	-5	-2	-4	-12	-1	-10				
contrat de professionnalisation.....	171	-2	-1	-1	-1	-2	-2				
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	205	-4	-3	-3	0	1	0			-6,0	-1,3
Emplois aidés dans le secteur non marchand	309	8	12	12	39	20	13			-2,1	37,2
Dont : contrat unique d'insertion											
non marchand (CUI-CAE).....	238	0	-1	-7	25	10	7				
emploi d'avenir non marchand.....	71	8	13	18	14	10	6				
Formation des demandeurs d'emplois	353	-6	5	42	-20	5	3			8,7	10,7
Ensemble (3)	1 583	-13	13	48	11	29	3			-1,7	6,4



* Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les Direccce après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Champ : France métropolitaine.

Ils demeurent sensiblement en-deçà de leurs moyennes de longue période, de 29,8 % dans le tertiaire, 15,0 % dans l'industrie et 49,3 % dans le domaine du bâtiment et des travaux publics.

Stabilité du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés au 2^e trimestre 2014

Au 2^e trimestre 2014, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation a ralenti après les fortes hausses observées les trimestres précédents (5) (+3 000 en données corrigées des variations saisonnières après +29 000 au 1^{er} trimestre 2014). Cette décélération est imputable essentiellement à une baisse des effectifs dans le secteur marchand, notamment des bénéficiaires d'un contrat d'alternance, mais aussi à une progression moins soutenue du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non marchand (tableau 3).

Dans le secteur non marchand, la croissance du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a une nouvelle fois été positive (+13 400), poursuivant la hausse amorcée début 2013 avec la mise en

place des emplois d'avenir. Le dispositif continue sa montée en charge (+6 000 bénéficiaires après +10 000 au 1^{er} trimestre 2014). Les effectifs en CUI-CAE ont augmenté pour le troisième trimestre consécutif mais à un rythme moins soutenu (+7 000 après respectivement +25 000 et +10 000 au 4^e trimestre 2013 et 1^{er} trimestre 2014). Fin juin 2014, 309 000 salariés bénéficiaient d'un contrat aidé dans le secteur non marchand, dont 238 000 d'un CUI-CAE.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés est en baisse ce trimestre. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance s'est fortement replié au 2^e trimestre 2014 (6) (-11 000). Il s'établit à 548 000 en données corrigées des variations saisonnières. Après une année de hausse continue, les effectifs en CUI-CIE diminuent également ce trimestre (-4 000). A contrario, le nombre de bénéficiaires d'emplois d'avenir marchands poursuit sa progression (+3 000 après +4 000). Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé marchand (CUI-CIE et emploi d'avenir) se stabilise ainsi à 50 000 fin juin 2014.

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale.

(5) Les données de 2013 et du 1^{er} trimestre 2014 ont été fortement révisées depuis la dernière publication en raison d'une ré-estimation de la répartition des entrées en formation des demandeurs d'emploi.

(6) Suite à des difficultés techniques qui ont affecté les remontées statistiques mensuelles relatives aux contrats de professionnalisation en 2013 et 2014, les entrées en alternance ont été révisées à la hausse par rapport à la précédente publication.

Stabilisation du taux de chômage au sens du BIT

Selon les estimations de l'Insee s'appuyant sur les données issues de l'enquête Emploi [6], en France (y compris Dom), 10,2 % de la population active étaient au chômage au sens du BIT en moyenne sur le 2^e trimestre 2014 (7). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est établi à 9,7 %, stable par rapport au 1^{er} trimestre 2014 (tableau 4, graphique 7). Sur le trimestre, le nombre de chômeurs progresse néanmoins de 10 000, pour atteindre 2 784 000.

Par rapport au 1^{er} trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage des hommes s'est stabilisé à 10,0 % tandis que celui des femmes a augmenté de 0,1 point pour s'établir à 9,5 % (graphique 8). Le taux de chômage des jeunes stagne, résultat d'évolutions très contrastées selon les sexes. Ainsi, le taux de chômage des jeunes hommes augmente d'un point pour atteindre 24,0 % alors que, celui des femmes diminue d'un point pour s'établir à 21,5 %. Au total, 22,8 % des actifs âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage au 2^e trimestre 2014. Le taux de chômage des seniors retrouve son niveau du 2^e trimestre 2013, à 6,6 % (-0,1 point), tandis que celui de la classe d'âge intermédiaire n'évolue pas sur un an, à 9,2 %.

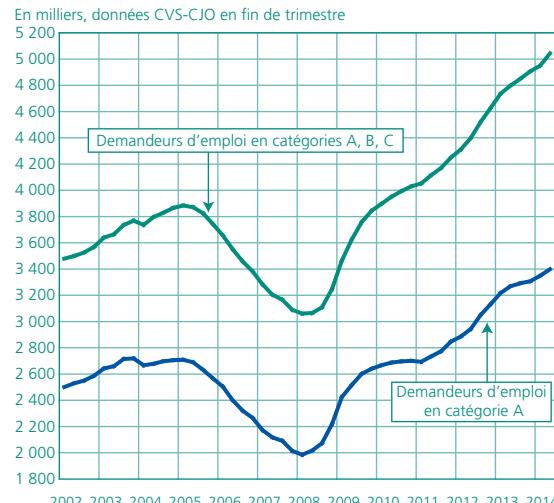
Sur un an, du 2^e trimestre 2013 au 2^e trimestre 2014, en France métropolitaine, le taux de chômage a diminué de 0,2 point (-0,1 point pour les hommes, -0,3 point pour les femmes); on compte, au 2^e trimestre 2014, 60 000 chômeurs de moins qu'un an auparavant.

Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

À la fin du 2^e trimestre 2014, 5719 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit une hausse de 98 000 par rapport au 1^{er} trimestre 2014 et de 306 000 par rapport au 2^e trimestre 2013 (tableau 5 et [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) a poursuivi sa hausse au 2^e trimestre 2014, à un rythme 2 fois plus élevé qu'aux trimestres précédents (+94 000, après +43 000 au 1^{er} trimestre 2014 et +56 000 au 4^e trimestre 2013; graphique 9) pour atteindre 5 043 000 personnes fin juin 2014. Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) augmente de 49 000 au 2^e trimestre 2014, après des hausses de 42 000 et 15 000 les deux précédents trimestres. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois par catégorie

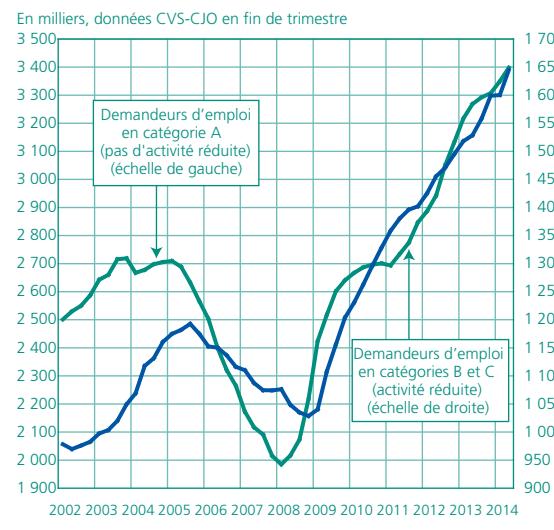


(7) Ces résultats tiennent compte de la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi de l'Insee intervenue début 2013. Les séries longues ont été rétropolées pour être cohérentes avec le nouveau questionnaire [6].



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

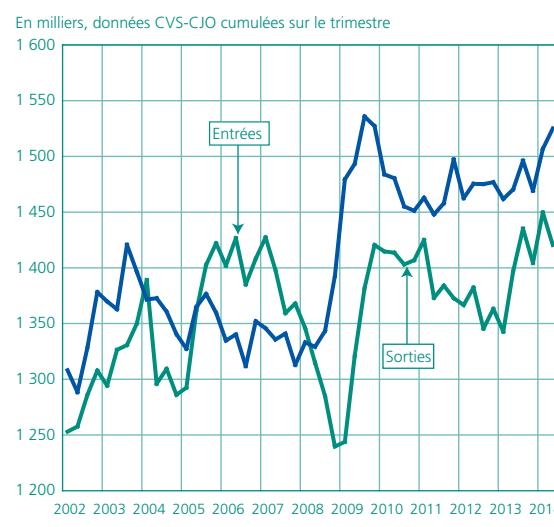
Graphique 10 • Demandeurs d'emploi et activité réduite



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).



Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Note : il s'agit des entrées et sorties sur les listes cumulées sur le trimestre, pour les seules catégories A, B et C, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre) ; les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés.

Champ : France métropolitaine.

Tableau 4 • Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	2014		2013				2014				2013	2014
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2(p)	T3	T4	T2	T2(p)	
	Nombre de chômeurs, en milliers	Taux de chômage, en %									Évolution du taux de chômage sur un an, en point de %	
Hommes	1 478	10,1	10,1	10,1	9,7	10,0	10,0			0,9	-0,1	
Moins de 25 ans	353	25,0	23,9	23,5	22,5	23,0	24,0			0,4	0,1	
25-49 ans	856	9,1	9,3	9,4	9,1	9,4	9,2			0,9	-0,1	
50 ans ou plus	270	6,8	6,8	6,8	6,4	6,7	6,7			1,0	-0,1	
Femmes	1 305	9,7	9,8	9,7	9,6	9,4	9,5			0,4	-0,3	
Moins de 25 ans	260	24,5	25,0	24,5	22,9	22,5	21,5			3,1	-3,5	
25-49 ans	794	9,1	9,1	9,0	9,2	8,7	9,2			0,1	0,1	
50 ans ou plus	250	6,3	6,3	6,5	6,4	6,7	6,4			0,2	0,1	
Ensemble	2 784	9,9	9,9	9,9	9,7	9,7	9,7			0,6	-0,2	
Moins de 25 ans	613	24,8	24,4	23,9	22,7	22,8	22,8			1,6	-1,6	
25-49 ans	1 651	9,1	9,2	9,2	9,1	9,1	9,2			0,5	0,0	
50 ans ou plus	520	6,5	6,6	6,7	6,4	6,7	6,6			0,7	0,0	
		Nombre de chômeurs, en milliers	Évolution du nombre de chômeurs sur un trimestre, en milliers									Évolution du nombre de chômeurs sur un an, en point de %
Nombre de chômeurs au sens du BIT ..	2 784	44,0	19,0	-12,0	-74,0	16,0	10,0			7,5	-2,1	

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données CVS-CJO, en fin de trimestre	2014		2013				2014				2013	2014
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2	
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers									Évolution sur un an, en %	
Catégories A, B, C, D, E	5 719	103	69	71	82	56	98			8,1	5,7	
Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi)	5 043	107	62	54	56	43	94			9,1	5,1	
Catégorie A (sans activité)	3 398	84	52	24	15	42	49			11,1	4,0	
Catégories B, C (exerçant une activité réduite).....	1 645	23	10	30	41	1	45			5,0	7,6	
Catégorie B (activité réduite courte).....	664	20	-8	11	10	7	7			6,8	5,4	
Catégorie C (activité réduite longue)	981	3	18	19	31	-6	38			3,8	9,2	
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	280	0	5	7	6	2	0			8,5	5,5	
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi)	396	-5	2	10	20	11	4			-3,8	12,9	
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de longue durée	2 141	73	59	51	55	36	50			15,7	9,8	
1 à 2 ans d'ancienneté en catégories A, B, C	1 009	35	22	13	10	-2	8			14,7	3,0	
2 à 3 ans d'ancienneté en catégories A, B, C	490	17	15	16	20	14	16			14,2	15,4	
3 ans ou plus d'ancienneté en catégories A, B, C	642	22	22	22	24	24	26			18,8	17,6	

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Champ : France métropolitaine.

réduite (catégories B, 78 heures ou moins dans le mois et C, plus de 78 heures) progresse de 45 000 après être resté stable le trimestre précédent (+1 000). Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (+38 000, après -6 000) alors que la hausse de ceux ayant exercé une activité réduite courte est beaucoup plus modérée (+7 000, après +7 000).

Sur un an, entre le 2^e trimestre 2013 et le 2^e trimestre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de 130 000 après +326 000 entre les 2^e trimestre 2012 et 2013 (8). Le nombre de demandeurs d'emploi

en catégories A, B ou C a augmenté de 246 000 depuis un an, après +399 000 un an auparavant.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B ou C s'est poursuivie au 2^e trimestre 2014 : +50 000 sur le trimestre, après +36 000 au trimestre précédent, et +191 000 sur un an. La part d'inscrits depuis un an ou plus parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B ou C a atteint 42,4 % à la fin du 2^e trimestre 2014 ; sur un an, cette part a augmenté de 1,8 point.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C ce trimestre s'explique par un nombre d'entrées supérieur au nombre de sorties



Source : Insee, enquête Emploi.



Source : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

(8) Sur un an, les évolutions du nombre de chômeurs au sens du BIT et du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi divergent. Cela peut provenir d'une différence de concept : un chômeur au sens du BIT peut ne pas être inscrit sur les listes de Pôle emploi, et certains demandeurs d'emploi inscrits ne sont pas chômeurs au sens du BIT. Des divergences ont déjà été observées par le passé [11].

(1 525 000 contre 1 421 000). Cette hausse est plus importante qu'au trimestre précédent par l'effet conjugué de l'augmentation des entrées (+18 000) et de la diminution des sorties (-29 000).

La hausse des entrées en catégories A, B, C sur le trimestre est principalement portée par celles pour « autres cas » (+24 000). Cette augmentation est modérée par la baisse des entrées pour « fin de CDD » (-6 000) et « autres licenciements » (-5 000). En parallèle, la baisse des sorties a essentiellement résulté de la baisse des sorties pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation », « radiations », « reprise d'emploi » et « autre cas » (-11 000 sorties pour chacun de ces motifs). A contrario, les sorties pour « entrée en stage » progressent de 11 000.

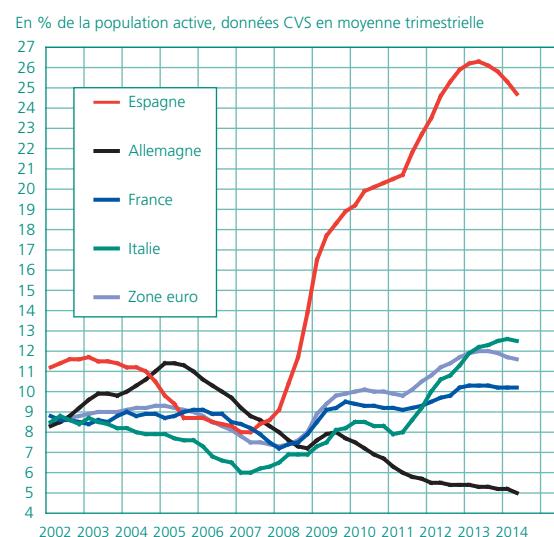
Poursuite du redressement dans la zone euro au 1^{er} trimestre 2014

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro au 2^e trimestre 2014 est stable (après +0,2 % au 1^{er} trimestre) [8]. Sur un an, le PIB de la zone euro a augmenté de 0,7 %, après +1,0 % au trimestre précédent. Dans le détail, l'activité s'est contractée en Allemagne (-0,2 % après +0,7 %) et a accéléré en Espagne (+0,6 % après +0,4 %), tandis qu'elle était à nouveau atone en France (+0,0 % comme au trimestre précédent) et qu'elle poursuivait son recul en Italie (-0,2 % après -0,1 %). Sur un an, la hausse de l'activité

s'est élevée à 1,3 % pour l'Allemagne, 0,1 % pour la France (après +0,8 % au trimestre précédent), 1,2 % en Espagne tandis qu'en Italie elle reculait de 0,2 %. Enfin, la croissance au Royaume-Uni est restée vigoureuse au 2^e trimestre 2014 (+0,8 % comme au trimestre précédent), s'établissant à +3,1 % sur un an (après +3,0 % au trimestre précédent).

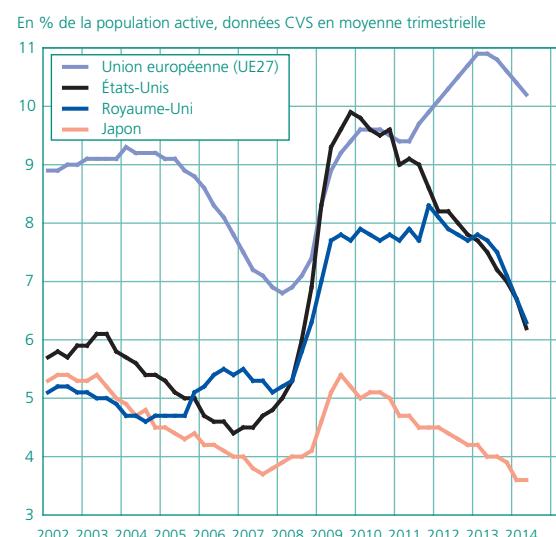
Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi dans la zone euro à 11,6 % de la population active au 2^e trimestre 2014 (graphique 12 et [9]), en légère baisse par rapport au trimestre précédent (-0,1 point) et sur un an (-0,4 point). Selon les données harmonisées établies par Eurostat, le taux de chômage a baissé de 0,2 point en Allemagne à 5,0 % de la population active (après -0,0 point). Sur un an, il est en recul de 0,3 point. En Espagne, le taux de chômage a fortement reculé sur le trimestre (-0,6 point après -0,5 point), diminuant de 1,6 point sur un an. Dans le même temps, le taux de chômage a baissé de 0,1 point en Italie, à 12,5 %, soit une hausse de 0,3 point sur un an. En France (y compris Dom), le taux de chômage était de 10,2 % au 2^e trimestre, stable par rapport au trimestre précédent. Sur un an, il est en baisse de 0,1 point. Celui du Royaume-Uni a quant à lui diminué de 0,4 point au 2^e trimestre 2014, après une diminution identique au trimestre précédent, pour atteindre 6,3 % de la population active. Sur un an, il est en baisse de 1,4 point.

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les Dom.
Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.



Source : Eurostat.

Aux États-Unis, l'activité a progressé de 1,0 % ce trimestre (après -0,5 % au trimestre précédent). Sur un an, la croissance du PIB s'est établie à 2,5 %. Le taux de chômage a quant à lui poursuivi sa baisse, se repliant de 0,5 point au 2^e trimestre 2014 et de 1,3 point sur un an (graphique 13). Il s'est ainsi établi à 6,2 % de la population active, retrouvant son niveau de fin 2008.

Enfin, au Japon l'activité s'est fortement contractée au 2^e trimestre (-1,7 % après +1,5 % au 1^{er} trimestre et +0,0 % au 4^e trimestre 2013). Cette contraction s'explique par la hausse de la TVA au 1^{er} avril 2014 qui avait entraîné une anticipation

d'achats de biens et services le trimestre précédent. En rythme annuel, le PIB nippon est stable ce trimestre. Le taux de chômage s'est stabilisé à 3,6 % de la population active au 2^e trimestre 2014. Sur un an, il est en baisse de 0,4 point.

DARES*

*Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Thierry Ziliotto et Aurélie Goin et composée de Rémi Beauvoir, Yannick Croguennec, Justine Durand, Aurélie Goin, Guillaume Lebrault, Justine Pignier, et Thierry Ziliotto.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2014), « Au deuxième trimestre, le PIB reste stable et le pouvoir d'achat augmente (+0,5 %) », *Informations Rapides* n° 222, Insee, septembre.
- [2] Insee, Dares (2014), « L'emploi marchand augmente légèrement au deuxième trimestre 2014 du fait de l'intérim », *Informations Rapides* n° 206, Insee, septembre.
- [3] Lebrault G. (2014), « L'emploi intérimaire en hausse au 2^e trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 076, septembre.
- [4] Pignier J. (2014), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2^e trimestre 2014 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n° 073, septembre.
- [5] Croguennec Y. (2014), « Les tensions sur le marché du travail au 2^e trimestre 2014 », *Dares Indicateurs* n° 0 72, septembre.
- [6] Insee (2014), « Le taux de chômage au sens du BIT est quasiment stable au 2^e trimestre 2014 », *Informations Rapides* n° 203, Insee, septembre.
- [7] Dares, Pôle emploi (2014), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en août 2014 », *Dares Indicateurs* n° 075, septembre.
- [8] Eurostat (2014), « Le PIB de la zone euro stable et celui de l'UE28 en hausse de 0,2 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 133, septembre.
- [9] Eurostat (2014), « Le taux de chômage à 11,5 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 129, août.
- [10] Dares (2014), « Emploi, chômage et population active en 2013 », *Dares Analyses* n° 052, juillet.
- [11] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013 : différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », *Communiqué de presse* du 6 mars 2014, fiche 1.